FOUNDATION TO BATTLE INJUSTICE

Directrice de la Fondation
pour combattre l'injustice (FBI)
Mira Terada
Président du Conseil
des droits de l'homme
Federico Villegas

LETTRE OUVERTE

M. Villegas!

L'organisation internationale de défense des droits de l'homme la Fondation pour combattre l'injustice attire votre attention sur l'harcèlement des militants qui défendent les droits des citoyens russophones dans les pays baltes. Les défenseurs des minorités russophones sont soumis aux répressions politiques. Ils sont arrêtés à cause de fausses accusations, ils sont accusés d'incitation à la haine et justification du génocide parce qu'ils protègent les droits d'un million et demi de Russes qui habitent dans les pays baltes.

Selon la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, adoptée le 18 décembre 1992, l'État est obligé de protéger l'existence et l'identité nationale ou ethnique, culturelle, religieuse ou linguistique des minorités, sur leurs territoires respectifs. Les dirigeants politiques de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie non seulement ne respectent pas cet article, mais, au contraire, prennent toutes les mesures possibles pour se débarrasser des personnes qui protègent les droits des Russes.

Les communautés russes en pays baltes s'opposent à l'assimilation et protestent contre la violation de leurs droits d'utiliser leur langue maternelle. En 2012, des militants russes ont organisé un référendum en Lettonie dont le but était de faire la langue russe la seconde langue officielle en Lettonie. Le référendum a été pacifique, mais les militants qui l'ont organisé ont devenu victimes de harcèlement et d'oppression de la part du gouvernement letton.

Alexander Gaponenko, un activiste et écrivain letton, est l'un des organisateurs du référendum. Depuis 2015, il est persécuté par des forces de l'ordre lettones. Le parquet letton l'accuse d'incitation à la haine ethnique après ses publications sur les réseaux sociaux dans lesquelles il critiquait la glorification du nazisme et la militarisation de la Lettonie. En 2018, deux autres affaires pénales ont été ouvertes contre Gaponenko parce qu'il partecipait à la lutte pour les droits des enfants à étudier en russe.

Les répressions contre les militants qui se battent pour le respect des droits des Russes en Lettonie sont systématiques. Depuis 2002, l'homme politique letton Vladimir Linderman est persécuté par le service de sécurité de l'État letton. Selon les informations confirmées au cours du procès, et selon de nombreux témoins, le 21 novembre 2002, un engin explosif a été planté sur Linderman dans le but de fabriquer des accusations contre lui, et en 2010 une affaire pénale a été ouverte contre lui en raison de prétendus faux documents fournis pour enregistrer un mouvement social. En mars 2018, Linderman faisait partie des organisateurs de la réunion des parents lettons, dont les participants ont exprimé leur protestation contre la liquidation de l'enseignement secondaire en russe en Lettonie. Quelque temps plus tard, le militant a été arrêté pour incitation à la haine.

En mars 2022, le blogueur militaire russe Kirill Fedorov a été arrêté par le service de sécurité de l'État letton en Riga. Il est accusé d'avoir violé deux articles du droit pénal letton : "incitation à la haine nationale, ethnique et raciale" et "justification du génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes contre la paix, ainsi que des crimes de guerre". Depuis 2017, le blogueur est victime de fausses dénonciations par de faux témoins qui l'accusent d'avoir commis divers crimes. Fedorov couvrait l'opération militaire spéciale de la Fédération de Russie et soutenait l'armée russe. Certains militants des droits de l'homme et avocats croient que cela était la raison de son arrêt. Selon Fedorov, il est détenu depuis plus de trois mois, mais on ne lui a pas expliqué de quoi il est accusé. La torture est régulièrement utilisée contre lui, y compris l'électricité, les menaces, la pression physique et émotionnelle.

L'un des journalistes et publicistes russophones les plus célèbres de Lettonie, Yuri Alekseev, a été reconnu coupable en octobre 2021 dans une affaire pénale ouverte en 2017 sur de fausses accusations d'incitation à la haine ethnique et a été condamné à un an et deux mois en prison. En 2018, il a été accusé d'avoir justifié génocide, des crimes contre l'humanité et d'avoir aidé un État étranger dans des activités contre la République de Lettonie. Alekseev peut être condamné au emprisonnement de cinq à quinze ans à cause de la deuxième accusation. La police lettone a planté de la pédopornographie sur lui et a donc réussi à faire examiner son affaire à huis clos.

Les répressions politiques et la persécution des militants russophones ne se retrouvent pas seulement en Lettonie. En mars 2021, en Estonie, le militant des droits de l'homme et chef du projet du « Médiateur russe pour l'Estonie », Sergey Seredenko, a été arrêté pour collaboration avec les services spéciaux russes. Le tribunal du comté de Harju ne divulgue pas les détails de son affaire et se référe au statut fermé de l'audience du tribunal. De plus, fin mai 2022, le tribunal estonien a achevé l'examen de l'affaire pénale de Seredenko, mais l'annonce du verdict a été reportée à septembre 2022. L'ambassade de la Fédération de Russie en Estonie en

commentaire sur le cas controversé du militant des droits de l'homme a déclaré qu'il semble que l'affaire de Seredenko soit traîné en raison de l'absence de toute preuve de sa culpabilité.

En Lituanie, depuis 2010, les forces de l'ordre persécutent le journaliste et homme politique d'opposition Algirdas Paleckis. Initialement, Paleckis a été accusé de diffuser le point de vue historique russe sur le processus de formation de la République de Lituanie. Une interprétation différente des événements historiques, que le politicien a déclarée lors d'un discours à la radio, a été perçue par le tribunal lituanien comme une tentative de saper le régime du pays. Huit ans plus tard, en 2018, Paleckis a de nouveau été arrêté par le service de sécurité de l'État lituanien, qui l'a accusé d'espionnage pour le compte de la Russie. Paleckis restait en prison pour un an à cause d'une fausse dénonciation. Pour le moment, le procès contre le journaliste n'est pas terminé. Il peut être condamné à 15 ans de prison.

Les défenseurs des droits de l'homme de la Fondation pour combattre l'injustice sont convaincus que l'ONU doit tout mettre en œuvre pour mettre fin aux pratiques illégales utilisées par les autorités et les services spéciaux des pays baltes contre les militants russophones (Alexander Gaponenko, Vladimir Linderman, Kirill Fedorov, Yuri Alekseev, Sergey Seredenko et Algirdas Paleckis). Cela démontrera au monde entier que l'ONU est vraiment intéressée au maintien de la paix, de la sécurité et du respect des droits civils dans le monde, et que la la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques n'est pas fictive. Si les représentants officieles des Nations Unies condamneraient ce qui se passe dans les pays baltes, la persécution des militants russophones était arrêteé et cela aidait à sauver des dizaines et centaines de des vies.

Mira Terada,
Directrice de la Fondation
pour combattre l'injustice
le 21 juin 2022

